

**Restitution des deux Glaives
du Roi Jérôme au musée
Napoléon I^{er} du château
de Fontainebleau**

Mercredi 20 janvier 2009

contacts Presse

**Département de l'information
et de la communication**

Service de presse
Tél. : 01 40 15 80 11
service-de-presse@culture.gouv.fr

**Direction des musées de France
Mission de la communication**

Christine André
Chef de la mission
Tél. : 01 40 15 35 97
christine.andre@culture.gouv.fr

Ingrid Baron-Cadoret
Attachée de presse
Tél. : 01 40 15 36 47
ingrid.baron-cadoret@culture.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Sommaire

- p.2 Communiqué de presse
- p.3 Présentation des œuvres volées à Fontainebleau
- p.13 Présentation de l'Office Central de Répression du vol d'œuvres et d'objets d'art - OCBC
- p.16 Le Groupe « Documentation TREIMA »
- p.17 La muséofiche sécurité dans les musées

**Communiqué de
presse**

**Remise officielle
des deux glaives volés à Fontainebleau en 1995
au ministère de la Culture et de la Communication
mercredi 20 janvier 2010**



Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication, a remis officiellement à Jean-François Hébert, président de l'établissement public du domaine et château de Fontainebleau, les deux glaives qui avaient été volés dans la nuit du 15 au 16 novembre 1995.

L'Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels (OCBC), et la Direction Régionale de Police Judiciaire (DRPJ) de Versailles avaient été saisis immédiatement par le juge d'instruction du Tribunal de Grande Instance de Fontainebleau afin de diligenter l'enquête.

A ce jour, la quasi totalité des treize objets de grande valeur dérobés cette nuit là ont été retrouvés, pour certains en 1996, 1998 et 2000.

Les deux glaives manquants étaient détenus par un receleur néerlandais, incarcéré aux Pays-Bas. Ils ont été restitués à la France le 23 octobre 2009, à la suite de l'intervention de l'OCBC.

Le ministre de la Culture et de la Communication salue la ténacité des équipes de l'OCBC, qui a permis le retour de ces glaives quatorze ans après leur disparition.

Ces deux glaives ont été commandés en 1807 par Jérôme Bonaparte à l'orfèvre Martin-Guillaume Biennais, fournisseur attitré de l'Empereur et de la Cour impériale. Le premier glaive, appelé glaive royal de Westphalie, réalisé en or, acier, et orné de chrysoprases aurait dû être porté pour le couronnement de Jérôme en tant que roi de Westphalie qui n'a jamais eu lieu. Ce glaive est d'ailleurs représenté dans un portrait équestre du roi Jérôme, peint par le Baron Gros et conservé au Château de Versailles. Le deuxième glaive, appelé glaive royal de cérémonie, dont le fourreau et la fusée (poignée) ont été réalisés en écaille de tortue, était porté lors de certaines manifestations officielles. Ces deux glaives ont été donnés à l'Etat en 1979 par Louis Napoléon Bonaparte (1914-1997), fils du Prince Victor Napoléon, et arrière petit-fils du roi Jérôme.

Contacts presse

Département de l'information et de
la communication

Service de presse
01 40 15 80 11
service-de-presse@culture.fr

Direction des musées de France
Mission de la communication

Christine André
Chef de la mission
01 40 15 35 97
christine.andre@culture.gouv.fr

Ingrid Baron-Cadoret
Attachée de presse
01 40 15 36 47
ingrid.baron-cadoret@culture.gouv.fr

Le 20 janvier 2010

Château de Fontainebleau

Restitution des deux glaives du roi Jérôme

*Deux glaives en or et acier réalisés en 1807 par Martin-Guillaume Biennais
pour Jérôme Napoléon (1784-1860) roi de Westphalie (1807-1813)*



Jérôme Napoléon, roi de Westphalie, arborant le glaive royal.

© DR

Un cambriolage retentissant – une traque sans relâche

Dans la nuit du 15 au 16 novembre 1995, au cours d'un cambriolage d'une violence extrême, treize œuvres appartenant aux collections du musée Napoléon I^{er} du château de Fontainebleau ont été volées. Une enquête a été diligentée par l'Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels (O.C.B.C.) service à vocation interministérielle de la Direction Centrale de la Police Judiciaire, compétent en matière de vol et de recel de vol de biens culturels. Grâce à un travail de recherche s'appuyant sur une documentation précise, six œuvres sont déjà revenues à Fontainebleau en 1996, 1998 et 2000. Aujourd'hui avec le retour des glaives du roi Jérôme, ce sont les deux pièces les plus emblématiques de ce vol - mais aussi celles qui revêtent la plus grande valeur marchande - qui seront de nouveau visibles dans la salle V du musée, celle présentant les armes et éléments de la vie quotidienne de l'empereur en campagne.



© DR

Glaive royal de cérémonie (au chiffre J.N. du roi Jérôme) et son fourreau, or, écaillé, acier, M.-G. Biennais, Paris, 1807. INV. N237

Glaive royal de Westphalie (au chiffre J.N. du roi Jérôme) et son fourreau, or, acier, chrysoprases, velours, M.-G. Biennais, Paris, 1807. INV. N236

Deux symboles de l'éphémère royaume de Westphalie (juillet 1807- octobre 1813)

Le glaive royal de Westphalie et le glaive royal de cérémonie ont été commandés dès 1807 par Jérôme Bonaparte à l'orfèvre Biennais, fournisseur attitré de l'Empereur et de la cour impériale. On ignore toutefois si la commande a eu lieu avant le départ pour Cassel ou une fois la cour établie. Symbole monarchique et attribut d'un couronnement qui n'a jamais eu lieu, le glaive royal de Westphalie est la plus luxueuse de ces deux armes, à la fois objets d'art et pièces d'orfèvrerie. Le glaive de cérémonie était « porté par S.M. le Roi Jérôme en costume de cour et parfois avec l'uniforme de gala des Gardes du corps » selon le prince Victor Napoléon, petit-fils de Jérôme* et père du prince Louis Napoléon qui céda ces armes à l'État en 1979. Les portraits officiels représentant le roi de Westphalie le montrent toujours doté des regalia et autres attributs de la royauté, affichant le luxe et le raffinement bien français dont aimait à s'entourer ce tout nouveau souverain allemand.

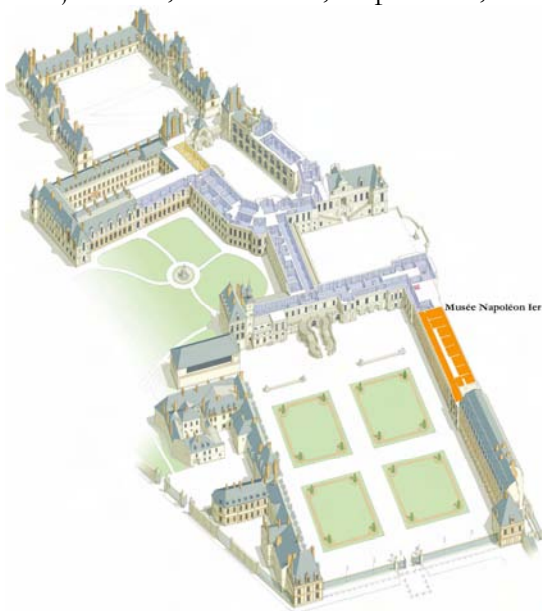
* Les princes Bonaparte, prétendants actuels à la succession de Napoléon Bonaparte, sont issus de la descendance de Jérôme, 8^e de la fratrie Bonaparte.



Galerie de portraits et reconstitution d'une tente de campagne de l'Empereur.
© Sophie Lloyd, château de Fontainebleau

Le musée Napoléon I^{er} du château de Fontainebleau

Le musée Napoléon I^{er} a été créé en 1986 sur les deux niveaux superposés des salons et appartements de princes aménagés au rez-de-chaussée et au premier étage de l'aile Louis XV construite par Gabriel dans les années 1739-1740 et 1773-1774. Depuis le cambriolage de 1995 et pour des raisons de sécurité, il est présenté dans une version concentrée sur le seul premier étage. Il fait actuellement l'objet d'une proposition de redéploiement au premier et deuxième étage de cette même aile Louis XV. Les huit salles du musée Napoléon I^{er} présentent une grande partie de l'exceptionnelle collection d'orfèvrerie, de bijoux, de textiles et costumes de cour, de meubles, d'objets d'art, de tableaux, de portraits, de souvenirs historiques et familiaux des Bonaparte.



Vue cavalière du 1^{er} étage du Château de Fontainebleau
© François Brosse

LISTE DES ŒUVRES DÉROBÉES

ŒUVRES DÉJÀ RESTITUÉES (1996 - 1998 - 2000)



© DR

Deux vases Percier, porcelaine blanche et bronze doré, manufacture de Sèvres, 1805-1806.

INV. F3958

Œuvres restituées le 6 juin 1996



© DR

Pendule à deux figures entourant un buste d'Homère, bronze doré et marbre vert de mer, mouvement de Porchez, Paris, début XIX^e.

INV F4076

Œuvre restituée le 13 mars 1998



© DR

Pendule à deux figures de femmes debout représentant les muses Érato et Terpsichore en bronze doré et patiné, marbre vert de mer, mouvement de Lepaute, Paris 1806. INV F448C

Œuvre restituée le 24 mars 2000



© DR

Pendule à quatre colonnes et fronton triangulaire, bronze doré et patiné, mouvement de Lepaute, Paris début XIX^e. INV F2590.

Œuvre restituée le 24 mars 2000



Char de triomphe de Joachim Murat, roi de Naples, bronze doré et patiné, marbre vert de mer, Naples, début XIX^e. INV. F1990.1.1
Œuvre restituée le 24 mars 2000

ŒUVRES TOUJOURS RECHERCHÉES



© DR

Pendule à quatre colonnes et draperie en bronze doré, mouvement de Lepaute à Paris 1806.
INV F6091



© DR

Pendule à figure de nymphe sur un rocher en bronze doré et marbre blanc, sur un socle en marbre rouge, mouvement de Lepaute à Paris, début XIX^e. INV F1109C



© DR

Pendule en forme de borne ornée d'un bas-relief représentant Anacréon tenant une lyre en bronze doré et patiné, marbre griotte d'Italie, mouvement de Lepaute, Paris 1806. INV F6514



© DR

Pendule en forme de vase surmonté d'un couvercle, anses avec figures de femmes, bronze doré, marbre griotte d'Italie, mouvement non signé, Paris début XIX^e. INV F3803.



© DR

Char de triomphe de Caroline Murat, reine de Naples, bronze doré et patiné, marbre vert de mer, Naples, début XIX^e. INV. F1990.1.2

Présentation de l'Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels (OCBC)

I – Présentation générale

L'Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels a été créé en 1975, sous le nom de « Office Central de Répression du vol d'œuvres et d'objets d'art » ; il a pris sa dénomination actuelle en 1997.

Le décret du Premier Ministre du 25 mars 1997 lui donne compétence pour les infractions de vol et de recel de biens culturels ; l'OCBC a donc, en ce domaine, des missions de prévention, de répression, de documentation, de coopération internationale et de formation, et exerce les attributions d' « autorité centrale » pour la France en ce qui concerne la circulation illicite de « trésors nationaux » entre les territoires des Etats membres de l'Union Européenne.

Service de la Police Nationale, placé depuis octobre 2003 sous le commandement d'un colonel de gendarmerie, qui a pour adjoint un commandant fonctionnel de police, l'Office a une vocation interministérielle. Appartenant à la Direction Centrale de la Police Judiciaire (Sous-direction de la lutte contre la criminalité organisée et la délinquance financière – Pôle de lutte contre la délinquance financière et pour la protection du patrimoine), il agit également pour le compte de la Gendarmerie Nationale, de la Douane, des ministères de la Culture, de la Justice, des Affaires Etrangères, et bien sûr du ministère de l'Intérieur.

II – organisation

L'OCBC compte une trentaine de personnels, policiers et gendarmes, placés sous un commandement unique.

L'Office entretient également un réseau de correspondants dans les services régionaux de police judiciaire et dans les sections de recherches de la gendarmerie, sur tout le territoire français.

Par ailleurs, deux officiers de police sont détachés à plein temps au ministère de la Culture (Direction du Patrimoine et Direction des musées de France) pour assurer une mission de conseil en prévention contre le vol et la malveillance).

III – missions

En raison de la spécificité de son domaine d'action et de son degré de spécialisation, les missions de l'OCBC sont particulièrement variées :

1) Répression

L'O.C.B.C. mène des enquêtes d'initiative et sur instructions des magistrats. Elles sont traitées soit directement par l'Office, soit en coopération avec les services régionaux de police ou de gendarmerie, que ce soit en soutien ou à titre de coordination.

Des contacts réguliers sont entretenus avec d'autres services de répression, en particulier la Douane, à travers la Division Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières ou le Service National de Douane Judiciaire, et bien sûr les polices étrangères, l'appui mutuel

étant évidemment indispensable dans le cadre de l'exécution de commissions rogatoires internationales.

2) Prévention

L'O.C.B.C. est consultant ou initiateur selon les demandes de ses partenaires et interlocuteurs : Ministère de la Culture, associations, compagnies d'assurance, syndicats professionnels, UNESCO, ICOM, etc...

Les personnels de l'Office sont également en relations constantes avec tous les acteurs du marché de l'art (sociétés de ventes volontaires, galeries, experts, antiquaires, brocanteurs...).

L'Office participe à l'élaboration de la législation protégeant les biens culturels et s'associe à l'action de plusieurs structures nationales comme « l'Observatoire du marché de l'art » ou internationales comme l'« International Council of Museums » (ICOM) ou le « Comité intergouvernemental pour la promotion du retour des biens culturels à leur pays d'origine » au sein de l'UNESCO.

3) Formation, coopération internationale

Les membres de l'O.C.B.C. bénéficient d'une formation continue dispensée par l'Institut d'Etudes Supérieures des Arts, et complètent leur apprentissage par une fréquentation régulière des musées, des salles de vente et des différents acteurs de la conservation et du marché de l'art.

L'O.C.B.C. organise chaque année des stages de formation à l'attention de policiers, de gendarmes, de douaniers, de magistrats et de policiers étrangers intervenant sur le champ du trafic des biens culturels.

L'O.C.B.C. participe également à la formation des policiers étrangers dans leur pays par des missions spécifiques d'experts et des stages spécialisés. Ces dernières années, les personnels de l'OCBC ont dispensé ces formations au Liban, en Pologne, en Croatie, ou encore en Egypte et au Cambodge ; ils sont également présents, en qualité de formateurs, dans les stages spécialisés du « Collège Européen de Police » (CEPOL).

L'Office est associé à des rencontres, conférences ou séminaires internationaux sur le thème de la lutte contre le trafic des biens culturels. Associé aux travaux du « Working Group » spécialisé d'Europol, il est également partie prenante des initiatives d'INTERPOL dans ce domaine ; c'est ainsi notamment que l'OCBC représente la France au sein de l'« International Tracking Task Force » mise en place par INTERPOL pour combattre le trafic de biens culturels en provenance des zones de guerre de Mésopotamie. Des interventions ont lieu régulièrement au sein de conférences régionales, comme au Pérou, en Roumanie, en Pologne, en Espagne ou aux Etats-Unis.

Enfin, l'Office entretient des relations régulières avec les services de police étrangers chargés, avec un degré plus ou moins haut de spécialisation, de la lutte contre le trafic des biens culturels : *Commando Carabinieri Tutela Patrimonio Culturale* en Italie, *Brigada de Investigacion de Patrimonio Historico* de la police et *Grupo de Patrimonio Historico* de la *Guardia Civil* espagnoles, *Art Crime Team* du FBI, *Art and Antiques Unit* de la *Metropolitan Police* de Londres...

4) Documentation

L'O.C.B.C. centralise, analyse, synthétise et redistribue les informations concernant les vols et trafics.

L'O.C.B.C. est Bureau Central National d'INTERPOL pour les biens culturels et donc passage

obligé avec l'étranger, pour les services territoriaux français.

5) Activités liées à l'autorité centrale

Celles-ci sont la conséquence de la transposition par la France d'une directive européenne en date du 15 mars 1993.

Dans chaque État membre de l'Union est instituée une « Autorité Centrale » chargée de mettre en œuvre les procédures de revendication et de restitution ainsi que les mesures conservatoires s'appliquant aux Trésors Nationaux, même non volés, ayant quitté illicitement le territoire d'un état-membre vers le territoire d'un autre état-membre.

L'O.C.B.C. est Autorité centrale pour la France.

Groupe « Documentation TREIMA »

L'OCBC dispose depuis 1995 d'une photothèque d'objets volés, dénommée « TREIMA » (Thesaurus de recherche électronique et d'imagerie en matière artistique). Cette base inclut les photographies des biens culturels volés en France, ainsi que certains autres volés à l'étranger quand leur disparition est signalée par le canal d'INTERPOL. Elle met ces images en correspondance avec les informations concernant le vol lui-même.

Base conçue par des policiers, pour des policiers, cet outil est d'utilisation simple, car il repose sur un thésaurus, exploitable par des personnels qui ne sont pas des spécialistes en matière artistique. De même, un des intérêts de cette base est sa mobilité ; elle peut en effet être chargée sur un ordinateur portable afin d'être emportée sur le terrain, par exemple sur le lieu d'une perquisition, y compris à l'étranger. L'Office est d'ailleurs régulièrement sollicité en ce sens.

Cette base est ouverte, en alimentation/lecture : à l'OCBC, au Service Technique de Renseignements Judiciaires et de Documentation (STRJD) de la gendarmerie nationale à Rosny-sous-Bois, à la Brigade de Répression du Banditisme (Groupe « Antiquaires ») à la Préfecture de Police de Paris. Elle l'est, en lecture seule (et pour les fiches « objets » uniquement) à certaines directions du ministère de la Culture, à la Direction Nationale du Renseignement et des Enquêtes Douanières, ainsi qu'au groupement d'assurances ARGOS. Elle est alimentée, à l'OCBC, par des personnels administratifs sous le commandement d'un officier de police.

La base TREIMA a connu depuis 2005 une modernisation profonde :

- Passage à une technologie web (de type Internet Explorer), permettant de pérenniser l'application locale existante en améliorant son ergonomie.
- Couplage du Thésaurus avec un moteur de recherche par similarité d'image, sur le principe existant actuellement pour la traque d'images pédophiles sur Internet. L'ordinateur propose automatiquement à l'opérateur un choix d'images approchant, selon une batterie de caractéristiques, de celle de l'objet vérifié, du plus proche au plus loin.

A ce jour, plus de 81 000 photographies pour un peu plus de 32 000 affaires sont répertoriées dans la base TREIMA. Grâce à la recherche par similarité d'image, cet outil est actuellement le plus moderne au monde.

Animation-Coordination

Un officier de l'Office est plus particulièrement chargé de l'« animation-coordination », avec pour mission de centraliser l'information sur les phénomènes criminels et de faciliter les échanges d'informations entre les différents acteurs de la répression. L'étude des modes opératoires et le « ciblage » des trafiquants doivent permettre de multiplier les recoupements.

La muséofiche sécurité dans les musées

Vol, perte, destruction des biens des collections des musées de France, instruction du service des musées de France (ancienne direction des musées de France)

Décret n° 2002-852 du 2 MAI 2002 Pris en application de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, TITRE I^{er}, inventaire des biens

Article 1 : La personne morale propriétaire des collections d'un musée de France établit et tient régulièrement à jour un inventaire des biens affectés aux collections de ce musée. La responsabilité de l'élaboration et de la conservation de l'inventaire est confiée aux professionnels mentionnés à l'article 6 de la loi du 4 janvier 2002 susvisée.

[...]

Article 3 – 3^e alinéa : La personne morale propriétaire des collections d'un musée de France fait procéder en permanence par les professionnels mentionnés à l'article 6 de la loi du 4 janvier 2002 susvisée aux opérations nécessaires au récolement des collections dont elle est propriétaire ou dépositaire et à la mise à jour de l'inventaire et du registre des dépôts.

[...]

Article 6 : En cas de vol d'un bien affecté aux collections d'un musée de France, la personne morale propriétaire porte plainte auprès des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents. Elle en avise sans délai l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels et la direction des musées de France, ainsi que, le cas échéant, les ministres compétents.

INSTRUCTION du 14 mai 1998 (modifiée en 2004) relative à LA CONDUITE A TENIR EN CAS DE VOL, perte, destruction ou dégradation d'un bien des collections d'un MUSEE de France

En cas de vol, disparition suspecte, perte, destruction ou dégradation d'un bien des collections d'un musée de France ou déposé dans celui-ci, il y a lieu de :

1. : alerter immédiatement les services les plus proches de police ou de gendarmerie, puis déposer plainte auprès du Procureur de la République, en précisant la nature du préjudice subi, le nom de la personne morale ou physique propriétaire du bien et en demandant que soit remise une photocopie du procès-verbal du dépôt de plainte (depuis la publication de la loi « Perben 2 », la remise de la copie du procès-verbal de plainte ne peut être refusée au plaignant par les autorités judiciaires).

NB : Il y a deux types de plaintes : plainte simple ou avec constitution de partie civile :

1°) La plainte simple auprès du procureur de la République n'est formalisée que par un courrier recommandé avec demande d'avis de réception auquel doivent être jointes l'ensemble des pièces d'identification de l'œuvre, de son statut juridique et en particulier les photographies nécessaires à l'inscription dans la base TREIMA du ministère de l'Intérieur (Office central de lutte contre le trafic des biens culturels) ainsi que tous documents relatifs à son vol. La plainte doit comporter le plus de précisions possibles sur la dernière localisation connue de l'œuvre et les circonstances de sa disparition. NB : **La plainte ne déclenche pas l'action publique.** Le parquet apprécie s'il convient de poursuivre les faits dénoncés par la saisine d'un juge d'instruction, par une enquête préliminaire ou de procéder au classement de la plainte. En revanche, le dépôt de la plainte déclenche la transmission par les services du parquet du dossier à l'OCBC pour enregistrement du vol dans la base de données TREIMA. Le dépôt de la plainte donne lieu en principe à l'audition du responsable du service ayant formalisé la plainte pour confirmation

et à une enquête sur place par les officiers de police judiciaire aux fins de constat, de vérification et d'audition. Ce qui implique le plus souvent l'accompagnement des enquêteurs dans leurs investigations.

2°) La plainte avec constitution de partie civile auprès d'un juge d'instruction permet de déclencher l'action publique de manière autonome. Elle implique la constitution d'un avocat. Le suivi de la procédure est plus efficace, la collectivité ou l'organisme propriétaire, par l'intermédiaire de son avocat, peut faire valoir auprès du juge d'instruction tous les éléments justifiant les poursuites. Cette catégorie de plaintes doit être réservée aux dossiers des oeuvres et objets de collection disparus frauduleusement dans des circonstances de lieu et de temps permettant l'identification de l'auteur du vol et/ou l'identification certaine de l'œuvre.

Pour éviter le classement sans suite des plaintes, il convient de les documenter avec tous les éléments en possession du musée.

Un dossier individuel doit donc être établi pour chaque bien volé, détruit ou endommagé. Ce dossier est destiné à : rappeler et harmoniser les renseignements et documents nécessaires à l'enquête ; faciliter l'examen juridique du dossier dans la perspective d'une constitution de partie civile.

Le dossier individuel comporte :

- une fiche récapitulative des renseignements disponibles(cf. annexe) mentionnant en en-tête le titre et l'auteur de l'œuvre ou les renseignements équivalents pour les autres catégories de biens culturels. La fiche récapitule la nature et le nombre de pièces jointes au dossier individuel ;
- toutes les pièces jointes justificatives en possession du musée et du propriétaire des collections.

2. : prévenir le plus rapidement possible, au ministère de l'Intérieur, les seuls services qualifiés pour déclencher, dans les 18 heures suivant le vol, une diffusion « ATHENA » aux postes frontières :

- du lundi au samedi, de 9 h 00 à 19 h 00,

l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels – OCBC

adresse, 101, rue des Trois Fontanot 92000 Nanterre

téléphone : 01 47 44 98 63,

télécopie, 01 47 74 44 98 66,

mél : ocbc-doc.dcpjac@interieur.gouv.fr

- le dimanche et tous les jours, de 19 h 00 à 9 H 00.

la direction centrale de la police judiciaire, permanence de l'État-Major

téléphone : 01 49 27 40 21.

3. : aviser, au service des musées de France (ancienne direction des musées de France) de la Direction générale des patrimoines (6, rue des Pyramides - 75041 PARIS Cedex 01) : le bureau de l'inventaire des collections et de la circulation des biens culturels : télécopie, 01 40 15 36 50

- Jean-Paul MERCIER-BAUDRIER,

chef du bureau, téléphone : 01 40 15 34 66

mél. : jean-paul.mercier-baudrier@culture.gouv.fr

- François AUGEREAU,

adjoint au chef du bureau, téléphone : 01 40 15 34 53,

mél. : francois.augereau@culture.gouv.fr (nb : pas de cédille dans l'adresse)

et information-vol.DMF@culture.gouv.fr

Un dossier (voir ci-dessous), sera adressé à ce service, comprenant : une photographie et une fiche descriptive de chaque objet volé ; la photocopie du procès-verbal de plainte ; un rapport détaillant les circonstances du vol et de sa découverte, ainsi que les mesures prises par le musée, et confirmant par ailleurs l'application des procédures décrites dans la présente instruction.

La mission sécurité du département de la maîtrise d'ouvrage, de la sécurité et de la sûreté de la Direction générale des patrimoines (prévention contre le vol et la malveillance).

télécopie : 01 40 15 34 67

Commandant Guy TUBIANA,

conseiller sûreté des musées de France, téléphone : 01 40 15 34 14 ou 34 67

Le cas échéant, solliciter une visite de la mission sécurité dans le musée victime du vol.

4. : aviser la direction régionale des affaires culturelles territorialement compétente.

5. : adresser par courrier une documentation précise et trois photographies à l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC) à l'adresse mentionnée ci-dessus.

Rappel des dispositions générales récemment modifiées

Renforcement du dispositif de protection contre les actes de malveillance des collections publiques depuis 2008

Cette mesure, insérée dans la loi du 15 juillet 2008, fait l'objet du nouvel article 322-3-1 du code pénal qui a porté à 7 ans d'emprisonnement et à 100 000 € d'amende tout acte de destruction de dégradation ou de détérioration commis sur un immeuble ou un bien culturel protégé au titre des dispositions du code du patrimoine.

La nouvelle protection pénale s'étend à tous les biens culturels et documents d'archives protégés au titre des dispositions du code du patrimoine ainsi qu'à tous ceux exposés, conservés ou déposés dans un édifice culturel. Elle vise également les découvertes archéologiques faite au cours de fouille ou fortuitement.

Les peines peuvent être portées à 10 ans d'emprisonnement et à 150 000 € d'amende s'il existe une autre circonstance aggravante, comme le vol en réunion. Enfin, les peines d'amende peuvent être élevées jusqu'à la moitié de la valeur du bien volé détruit, dégradé ou détérioré.

Code pénal, partie législative

LIVRE III : Des crimes et délits contre les biens.

TITRE II : Des autres atteintes aux biens.

CHAPITRE II : Des destructions, dégradations et détériorations.

Section 1 : Des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes.

Article 322-3-1

La destruction, la dégradation ou la détérioration est punie de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 € d'amende lorsqu'elle porte sur :

1° Un immeuble ou objet mobilier classé ou inscrit en application des dispositions du code du patrimoine ou un document d'archives privées classé en application des dispositions du même code ;

2° Une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain sur lequel se déroulent des opérations archéologiques ou un édifice affecté au culte ;

3° Un bien culturel qui relève du domaine public mobilier ou qui est exposé, conservé ou déposé, même de façon temporaire, soit dans un musée de France, une bibliothèque, une médiathèque ou un service d'archives, soit dans un lieu dépendant d'une personne publique ou d'une personne privée assurant une mission d'intérêt général, soit dans un édifice affecté au culte.

Les peines sont portées à dix ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende lorsque l'infraction prévue au présent article est commise avec la circonstance prévue au 1° de l'article 322-3.

Les peines d'amende mentionnées au présent article peuvent être élevées jusqu'à la moitié de la valeur du bien détruit, dégradé ou détérioré.

Dispositions spécifiques aux dépôts des musées nationaux

**Décret n° 81-240 du 3 mars 1981
relatif aux Prêts et dépôts d'œuvres des musées nationaux
[musées nationaux au sens du décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié]
TITRE II – dépôts**

Article 5 – 2^{ème} alinéa : Les demandes [de dépôt] doivent contenir l'engagement de supporter les frais de toute nature occasionnés par le dépôt et, notamment, les conséquences des vols, pertes et dégradations. La souscription d'un contrat d'assurances peut être exigée.

**Décret n° 2002-628 du 25 avril 2002
pris pour l'application de la loi n°2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France
TITRE VI**

prêts et dépôts des biens constituant les collections des musées de France appartenant à l'Etat ou à l'un de ses établissements publics

Article 27 – 3^{ème} alinéa : Les prêts et dépôts ne peuvent être consentis que si le bénéficiaire accepte que, pendant toute leur durée, un contrôle soit assuré par toute personne qualifiée désignée par l'autorité compétente sur les conditions d'exposition, de sécurité ou de conservation du bien et s'il s'engage à supporter les frais de restauration en cas de détérioration du bien. La souscription d'un contrat d'assurance peut être exigée.

Article 28 – 1^{er} alinéa : Toute disparition ou détérioration d'un bien prêté ou mis en dépôt est notifiée par le dépositaire au déposant. Elle donne lieu à l'émission, par l'autorité compétente, d'un titre de perception correspondant à la valeur du bien, estimée au moment de sa disparition, ou du montant de la dépréciation du bien après détérioration.

Annexe : fiche récapitulative des documents et renseignements disponibles

Relatifs au dépôt de plainte pour les biens volés dans un musée de France

(à joindre au dossier individuel de chaque bien manquant et aux pièces jointes justificatives)

Désignation du bien culturel	
n° d'inventaire	
auteur/ origine	
titre/ désignation	
type de bien	
date ou époque de création	
matériaux/techniques	
description sommaire	
mesures	
marquage, inscriptions, étiquettes	
autres signes distinctifs	
mode d'acquisition (achat, libéralités...)	
Documents et renseignements disponibles	cocher les rubriques renseignées et/ou indiquer le nombre de pièces jointes
bibliographie (liste des publications) - joindre les copies	
autres renseignements (ex : autres œuvres documentées permettant l'identification du bien)	
2. Statut juridique du bien culturel décision / acte d'acquisition (arrêté ou autres, par exemple une preuve d'achat) - joindre les copies	
protection au titre des monuments historiques	
3. Historique du dépôt du bien culturel	
actes de gestion (arrêtés de dépôt, de prêt, décisions, reçus, bons de transport) - joindre les copies	
procès-verbaux de récolement mentionnant le bien - joindre les copies	
autres documents (correspondance, etc) - joindre les copies	
dernière localisation connue (site, salle, réserve, autre lieu extérieur au musée, adresse, bureau)	
circonstances de la « disparition » et date de sa constatation	
coordonnés de témoins de la disparition ou de la présence certaine du bien dans les collections	
existence d'autres plaintes pour le même bien et de leurs suites pénales - joindre les copies	
4. Autres pièces jointes	
photographies noir et blanc et / ou couleurs (tirage en 2 exemplaires)	
photographies d'autres œuvres documentées permettant l'identification du bien manquant	
copie de l'extrait du registre d'inventaire	
autres documents (correspondances, etc)	